

**Aperçu :** En Afrique subsaharienne, la croissance économique a repris en 2013, soutenue par une forte demande intérieure, et notamment par des investissements dans le secteur des ressources naturelles. La croissance du PIB réel de la région s'est renforcée pour s'établir à 4,7 %, selon les estimations. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, première économie du continent, la croissance de la région a atteint 6 %.

Les investissements étrangers directs (IED) ont continué à affluer vers la région, non seulement dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines, mais aussi dans les industries non extractives. Selon les estimations, les flux nets d'IED ont atteint 43 milliards de dollars en 2013, contre 37 milliards en 2012. Dans de nombreux pays, les gouvernements ont lancé des programmes d'investissement ambitieux pour remédier à la pénurie d'infrastructures et accroître les capacités d'exportation, et un certain nombre d'entre eux ont émis des euro-obligations pour financer ces dépenses. On estime que la formation brute de capital fixe a augmenté de 7,3 % en 2013 et a atteint 23,5 % du PIB. L'inflation s'est ralentie dans de nombreux pays, du fait de la baisse des prix des produits alimentaires et de politiques monétaires prudentes. La faiblesse de l'inflation, couplée à une augmentation, estimée à 6,2 %, des envois de fonds des travailleurs expatriés, a soutenu la consommation des ménages. La pauvreté et le chômage restent toutefois élevés dans beaucoup de pays de la région.

Les soldes budgétaires se sont à nouveau dégradés en 2013, particulièrement dans les pays exportateurs de pétrole qui ont dû faire face à une baisse de la production et des prix pétroliers. C'est là l'une des raisons de l'accroissement de la dette publique qui est passée de 29 % du PIB en 2008 à 34 %, chiffre estimé pour 2013. Les ratios de la dette ont beaucoup augmenté dans certains pays, faisant surgir le spectre de la viabilité de la dette pour l'avenir. L'importance des dépenses d'équipement dans la région a alourdi les déficits des paiements courants, qui ont continué à se creuser en 2013. Dans la plupart des pays, un effort d'assainissement des finances publiques s'impose non seulement pour créer l'espace budgétaire nécessaire aux dépenses de développement, mais aussi pour commencer à dégager de nouveau les marges de manœuvre budgétaires voulues pour se préserver au mieux des turbulences extérieures.

**Perspectives :** La robustesse de la demande intérieure devrait continuer à soutenir la croissance à moyen terme malgré le durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale, dont la plupart des pays de la région devraient moins pâtir. La croissance du PIB de la région devrait se renforcer pour s'établir à 5,3 % en 2014, contre 4,7 % en 2013, passer à 5,4 % en 2015 et atteindre 5,5 % en 2016. Les flux nets d'IED devraient rester solides, atteignant 44,3 milliards de dollars en moyenne sur la période de 2014-2016, et la tendance baissière de l'inflation devrait se confirmer, les prix des produits alimentaires et de l'énergie demeurant bas, ce qui, conjugué à l'accroissement régulier des envois de fonds des travailleurs expatriés, devrait stimuler la consommation des ménages et permettre une expansion rapide et durable de la demande intérieure. Un rééquilibrage limité des finances publiques devrait démarrer en 2014, mais les déficits budgétaires demeureront importants, les pouvoirs publics maintenant leurs programmes d'investissement et les revenus restant faibles. Du fait d'une demande intérieure toujours forte, les déficits des paiements courants devraient se creuser en 2014-2015, avant de se réduire en 2016 sous l'effet du ralentissement de la croissance des importations et du renforcement des capacités d'exportation.

**Risques :** Les principaux risques pesant sur ces perspectives tiennent à des facteurs externes et internes. Le ralentissement de la croissance dans les marchés émergents et une croissance plus faible que prévu dans les économies développées pourraient nuire aux perspectives de croissance de la région en provoquant une baisse prolongée du cours des produits de base et une contraction des flux d'IED. Les simulations de chocs sur le prix des produits de base montrent que la croissance de la région ralentirait, mais ne s'effondrerait pas. En revanche, la croissance du PIB réel et le solde des transactions courantes se dégraderaient sensiblement dans les pays tributaires de leurs exportations de minerais. La réduction des rachats d'actifs par la Réserve fédérale des États-Unis ne devrait pas avoir d'impact majeur dans la région, les pays étant peu intégrés aux marchés financiers mondiaux. Toutefois, l'Afrique du Sud, qui est étroitement liée à ces marchés et qui dépend des investissements de portefeuille pour financer son déficit des paiements courants, reste

particulièrement vulnérable aux sorties de capitaux. L'inversion des flux de capitaux affecterait aussi les pays étant des marchés pionniers, là où des investissements de portefeuille importants ont été effectués sur les marchés locaux des valeurs mobilières. Quant aux pays qui comptent recourir aux marchés obligataires internationaux, ils doivent s'attendre à supporter des taux d'intérêt nominal plus élevés. Les risques intérieurs tiennent aux épisodes météorologiques qui peuvent frapper les récoltes locales et faire grimper le prix des produits alimentaires ; à l'instabilité politique, qui peut dissuader les investisseurs ; aux problèmes de sécurité résultant des troubles dans le nord du Nigéria, et aux contrecoups qu'ils peuvent avoir sur les pays voisins ; et aux attaques de pirates dans le golfe de Guinée, qui peuvent faire augmenter les coûts de transport et perturber profondément le commerce dans la sous-région.

Janvier 2014

**Afrique subsaharienne prévisions des pays**

(changement pour cent par an, sauf indication contraire)

					Est.	Prévision		
	00-09 <sup>a</sup>	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB aux prix du marché (2010 US\$)								
<b>Angola</b>	10.7	3.4	3.9	5.2	5.1	8.0	7.3	7.0
<b>Bénin</b>	3.6	2.6	3.5	5.4	4.2	4.1	4.2	4.0
<b>Botswana</b>	3.5	8.1	6.1	4.3	4.6	5.0	5.2	5.2
<b>Burkina Faso</b>	5.2	7.9	4.2	10.0	7.0	7.0	7.0	7.0
<b>Burundi</b>	2.9	3.8	4.2	4.0	4.3	4.5	4.1	3.5
<b>Cap-Vert</b>	5.6	1.5	4.0	2.5	2.6	2.9	3.3	3.6
<b>Cameroun</b>	3.0	3.3	4.1	4.7	4.8	5.0	5.1	5.1
<b>République centrafricaine</b>	0.7	3.3	3.1	4.1	-18.0	-1.8	1.1	2.5
<b>Comores</b>	1.8	2.1	2.2	3.0	3.3	3.5	3.5	3.2
<b>Congo, Rép. dém. du</b>	4.2	7.2	6.9	7.2	7.5	7.5	7.4	6.7
<b>Congo, Rép. du</b>	3.8	8.8	3.4	3.8	5.6	5.4	5.5	5.5
<b>Côte d'Ivoire</b>	0.8	2.4	-4.7	9.8	8.7	8.2	8.1	7.6
<b>Guinée équatoriale</b>	15.0	-1.7	4.9	2.5	-1.5	-0.5	-1.6	2.1
<b>Érythrée</b>	0.7	2.2	8.7	7.0	6.0	3.5	3.0	3.0
<b>Éthiopie</b>	7.5	8.6	7.9	7.7	7.0	7.1	7.0	7.1
<b>Gabon</b>	1.3	6.7	7.0	6.1	4.2	4.2	3.9	3.9
<b>Gambie</b>	3.2	6.5	-4.3	5.3	6.5	7.5	6.4	5.5
<b>Ghana</b>	5.0	8.0	15.0	7.9	7.4	7.4	7.3	6.7
<b>Guinée</b>	2.4	1.9	4.3	3.9	4.0	4.7	5.0	6.0
<b>Guinée-Bissau</b>	2.3	1.7	5.7	-1.5	3.0	2.7	2.7	2.9
<b>Kenya</b>	3.6	5.8	4.4	4.6	5.0	5.1	5.2	5.3
<b>Lesotho</b>	3.3	7.9	3.7	4.0	4.6	5.1	4.5	4.4
<b>Madagascar</b>	3.0	0.5	1.9	3.1	4.1	4.8	5.4	5.4
<b>Malawi</b>	3.8	6.5	4.3	1.9	4.4	4.8	5.5	5.5
<b>Mali</b>	4.2	5.8	2.7	-1.2	4.0	5.2	4.5	4.6
<b>Mauritanie</b>	4.5	5.1	4.0	7.6	5.7	4.6	4.0	3.3
<b>Maurice</b>	3.4	7.7	3.8	3.2	3.7	4.1	4.3	4.2
<b>Mozambique</b>	7.1	7.1	7.3	7.4	7.0	8.5	8.5	8.5
<b>Namibie</b>	3.9	6.0	4.9	5.0	4.2	4.3	4.4	4.4
<b>Niger</b>	3.6	-8.0	2.3	11.2	5.6	6.2	6.0	5.8
<b>Nigéria</b>	5.6	8.0	7.4	6.6	6.7	6.7	6.8	6.8
<b>Rwanda</b>	7.2	7.2	8.2	8.0	7.0	7.5	7.2	7.0
<b>Sénégal</b>	3.6	4.1	2.6	3.7	4.0	4.5	4.6	4.6
<b>Seychelles</b>	1.5	7.1	5.0	2.9	3.5	3.9	3.5	3.0
<b>Sierra Leone</b>	6.0	5.4	6.0	15.2	17.0	14.1	12.1	12.1
<b>Afrique du Sud</b>	3.2	3.1	3.5	2.5	1.9	2.7	3.4	3.5
<b>Soudan</b>	5.6	3.5	-3.3	-10.1	2.9	2.9	3.0	3.2
<b>Soudan du Sud</b>	4.4	3.1	2.6	-49.0	33.9	17.0	9.0	9.1
<b>Tanzanie</b>	1.7	4.0	4.8	5.6	5.0	4.5	4.5	4.4
<b>Togo</b>	6.9	6.2	5.0	4.6	6.2	6.6	7.0	7.1
<b>Ouganda</b>	4.8	7.6	6.8	7.3	6.0	6.5	6.0	5.8
<b>Zambie</b>	-5.9	9.6	9.4	4.4	2.2	3.3	3.4	3.5
<b>Zimbabwe</b>	-5.9	9.6	9.4	4.4	2.5	3.5	3.7	4.7

Source : Banque mondiale.

a. Les taux de croissance sur des intervalles sont des moyennes composées.